Commerce équitable et durable, et changement climatique

Les petits paysans peuvent-ils refroidir la planète ?

© Austin Yoder

« Le changement climatique n'est pas équitable. Les pays en développement, les moins responsables du problème, sont ceux qui souffrent le plus de ses conséquences. »* Un constat que les négociateurs du protocole de Kyoto ne pouvaient éluder et qui les a poussés à mettre en place le système des crédits carbone pour les pays du Sud. De son côté, le secteur du commerce équitable et durable examine si ce système peut offrir aux producteurs partenaires les moyens indispensables pour faire face aux effets du changement climatique.

Iniquité

Si les effets du changement climatique sont visibles partout dans le monde, personne ne conteste le fait que leurs conséquences touchent surtout les régions les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Les récoltes sont mauvaises et les recettes diminuent, une situation imputable parfois à la hausse des températures et à la sécheresse, et parfois à de fortes précipitations et des inondations. Et les prévisions pour l'avenir n'augurent rien de bon : de grandes zones agricoles ne pourront plus garantir les niveaux actuels de récoltes.

Carlos Vargas, actif dans l'organisation faîtière latino-américaine de commerce équitable (CLAC) et dans la coopérative bananière costaricaine Coopetrabasur, témoigne : « *Auparavant, la récolte de bananes était quasiment une science exacte et nous étions en mesure de prévoir plus ou moins notre récolte. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En 2012, nous avons subitement eu deux saisons chaudes au lieu d'une seule et notre ennemi implacable – la sigatoka noire - a frappé durement les plantations de bananes. Une catastrophe pour la coopérative.* » C'est quasiment toute l'Amérique centrale qui est frappée par la sigatoka noire (une maladie foliaire causée par un champignon) et il n'est pas rare d'y avoir des pertes allant jusqu'à 30 %. Une véritable catastrophe pour bon nombre d'agriculteurs.

Les récoltes de thé et de café ne sont pas non plus épargnées. Dans les plateaux éthiopiens, le dendroctone du café cause beaucoup plus de dégâts qu'auparavant, ce qui se traduit par une baisse de la production. Les producteurs de café colombiens ont constaté que la température moyenne dans leur région avait augmenté de 3,3 °C ces 50 dernières années. Ils doivent alors rechercher des variétés de café plus résistantes à la chaleur ou déplacer leurs cultures plus en altitude.

Les organisations de commerce équitable et durable constatent dès lors de plus en plus fréquemment que leurs partenaires utilisent les primes pour lutter contre les impacts du changement climatique. Des projets supplémentaires sont mis sur pied, comme le Producer Support Programme for Climate Change Adaptation and Mitigation de Fairtrade International : « L'objectif est, en premier lieu, d'accroître les connaissances de nos partenaires à propos de la problématique du climat.

Crédits carbone

Approuvé en 1997, le Protocole de Kyoto a été mis sur les rails en 2005. Il répartit les pays en deux groupes : d'une part, les pays industrialisés qui doivent limiter leurs émissions et, d'autre part, les pays en développement qui doivent avoir l'opportunité de s'engager dès le départ vers une économie moins gourmande en énergies fossiles. Afin d-atteindre ces deux objectifs, le Protocole a lancé divers mécanismes, dont le mécanisme de développement propre (MDP). Il permet aux pays industrialisés ou aux grandes entreprises de compenser les réductions d'émissions de gaz qu'elles ne réalisent pas dans leur propre pays en investissant dans des projets écologiques dans les pays en développement. Les projets approuvés reçoivent des réductions d'émissions certifiées (CER en anglais) – mieux connues sous l'appellation de carbon credits ou crédits carbone –, que le propriétaire peut revendre. Ce mécanisme permet alors de financer, par exemple, l'adoption d'une technologie plus propre qui n'aurait pas été accessible sans le projet. Les émissions économisées sont calculées en équivalents CO2 (CO2-e). Une tonne de CO2-e donnant droit à un CER.

Toutefois, les critiques ont fusé d'entrée de jeu. En effet, le MDP permet trop facilement aux pays industrialisés d-atteindre leurs objectifs de réduction sans réellement réduire leurs propres émissions. En d'autres termes, le mécanisme n'est pas assez orienté vers la transition des économies du « Nord », celles qui polluent le plus, vers une économie à faible taux d'émissions de carbone. Qui plus est, le MDP s'est rapidement transformé en affaire juteuse. Les CER sont à présent achetés et revendus par de grands acteurs financiers et des spéculateurs lors de bourses du carbone. Et il s'est aussi avéré entretemps que 75 % des projets en question étaient localisés en Chine, en Inde et au Brésil, des « pays émergents » qui n'ont pas vraiment besoin de ces suppléments financiers. Quant à la population locale, elle ne perçoit que rarement la valeur ajoutée générée.

En théorie, les projets MDP sont censés s'additionner et, partant, entraîner une réduction supplémentaire par rapport à ce qui devrait normalement être réalisé. Dans la réalité, toutefois, cette « additionnalité » s'avère souvent inexistante. En outre, le prix des CER est tout sauf stable sur les marchés du carbone. Ainsi, sur le marché européen du carbone, 1 CER a chuté de 30 € (début 2008) à moins de 5 € (janvier 2013).

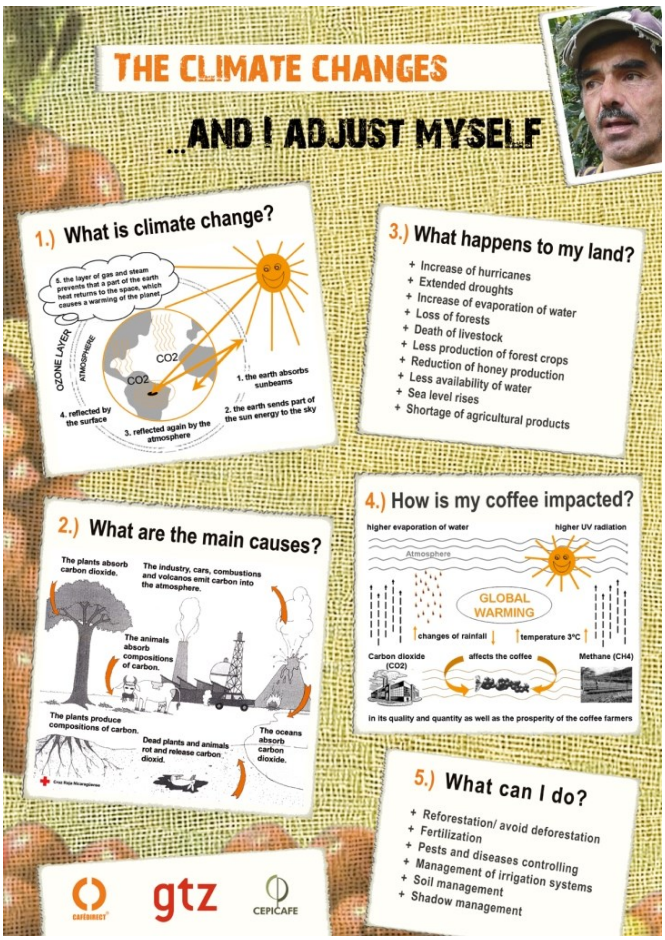
Nous développons par ailleurs des projets régionaux et spécifiques à un produit afin de déterminer avec les groupes de producteurs comment ils peuvent s'adapter en conséquence. »

Agriculture et crédits carbone

Pour le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) des Nations Unies, l'agriculture est responsable de 14 % des émissions mondiales. Et ce chiffre ne tient pas compte des brûlis destinés à libérer des terres à des fins agricoles. Le secteur agricole représente une source importante de gaz à effet de serre, tels que le CO_2 et le méthane. Jusqu'en 2011, il n'était nullement question d'agriculture lors des discussions sur le MDP, si ce n'est des projets énergétiques comme la production de biogaz dans les élevages porcins. Néanmoins, lors du Sommet de Durban sur le climat, les grandes organisations paysannes et les pays industrialisés ont mis ce sujet à l'ordre du jour. Pour leur part, la Banque mondiale, la FAO et d'autres acteurs importants sont eux aussi partisans d'un soutien à une « agriculture intelligente recourant à des techniques respectueuses du climat » à travers des crédits carbone. Pour l'heure sans résultat cependant, car aucun consensus ne s'est dégagé à ce propos à Doha à la fin 2012.
Des voix discordantes, comme celles de l'organisation paysanne Via Campesina et de l'ONG internationale Grain, soulignent que l'agriculture industrielle est de loin le plus grand pollueur en termes d'émissions de CO_2.

Elles craignent que cette agriculture « intelligente » soit surtout une fuite en avant dans la direction de solutions technologiques telles que les organismes génétiquement modifiés. À l'instar de la pratique MDP actuelle, qui nous apprend que les crédits carbone profitent en fait aux acteurs industriels, ce genre de solutions ne ferait qu'apporter de l'eau au moulin de l'*agrobusiness*. Fusionnez ces deux systèmes et le risque est grand que les acteurs disposant d'importants moyens financiers achètent plus de terres encore dans le Sud pour des projets agricoles MDP, au détriment de millions d'agriculteurs locaux.

« Et pourtant, l'agriculture de petite taille peut s'avérer d'une grande aide dans la lutte contre le changement climatique » nous confie Henk Hobbelink de Grain. « *Le sol renferme énormément de carbone, sous forme de matière organique, dont une grande quantité a été perdue et s'est retrouvée dans l'atmosphère sous forme de CO_2 suite à l'apparition des engrais. D'après nos calculs, le bannissement des inputs chimiques, associé à la restauration de nos sols, devrait permettre à l'agriculture de capturer, les 50 prochaines années, quelque 450 milliards de tonnes de CO_2, soit plus de deux tiers de l'excédent présent actuellement dans l'atmosphère. Une transition vers une agriculture de petite taille doit permettre de refroidir notre planète !* »



Poster de Cafedirect et de la GZ.

REDD

Le programme REDD (Reduced Emissions from Degradation and Deforestation, Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts), mis en œuvre par les Nations Unies, récompense les pays qui n'abattent pas leurs forêts, en leur allouant une compensation financière proportionnelle au manque à gagner. Le mécanisme REDD affichant des similitudes avec les crédits carbone, d'aucuns plaident pour son intégration au mécanisme MDP. Ce point figurait lui aussi à l'ordre du jour du précédent Sommet sur le climat, mais a également été reporté au nouveau traité mondial sur le climat qui doit remplacer celui de Kyoto en 2020.

Marché volontaire du carbone

Les organisations paysannes sont-elles momentanément exclues du bénéfice des recettes générées par les crédits carbone ? Eh bien non. Le mécanisme MDP prévoit des projets d'*afforestation* (boisement de territoires non boisés auparavant) et de *reforestation* (reboisement). Les organisations paysannes qui plantent des arbres en masse entrent donc, en théorie, en ligne de compte pour des crédits carbone « officiels ». Pour elles, ce sont toutefois les crédits carbone « volontaires » (VER en anglais) qui revêtent la plus grande importance.

Ces crédits sont négociés sur un marché du carbone parallèle. Ils ne sont pas attribués par le MDP même, mais bien par des instances privées de certification, agréées par le secrétariat du MDP. Si les VER nécessitent moins de procédures et sont plus praticables pour les plus petites organisations, leur prix est cependant moins stable. Sur le marché volontaire du carbone, des entreprises, qui n'y sont pas contraintes, peuvent décider de leur propre chef d'acheter des crédits carbone, parce qu'elles estiment devoir le faire ou parce que cela est bon pour leur image de marque. Ce sont essentiellement les projets de reboisement qui ont la cote. Différents projets REDD se sont lancés sur ce marché dans l'optique de générer des recettes.

Le commerce durable saisit l'opportunité

Plusieurs organisations du secteur du commerce durable ont entrevu dans le marché des crédits carbone volontaires une possibilité de conférer aux producteurs partenaires une plus grande marge de manœuvre financière dans leur lutte contre le changement climatique. L'ONG américaine **Rainforest Alliance** est particulièrement active sur ce plan. Les producteurs arborant le logo à la grenouille verte répondent en tout cas à une série de critères de production durable, y compris de gestion forestière responsable. Mais l'organisation va plus loin encore en donnant aux producteurs des directives concrètes pour convertir en projets carbone le carbone non libéré dans l'atmosphère grâce au reboisement. Rainforest Alliance contrôle les projets sur la base des normes les plus courantes sur le marché, ce qui leur permet d'entrer en ligne de compte pour des crédits carbone. « *Les projets carbone aident les caféiculteurs à diversifier leurs revenus. Ils leur donnent une certaine latitude par rapport aux fluctuations des prix du café, mais aussi aux impacts du changement climatique.* » Enfin, Rainforest Alliance collabore aussi avec des acteurs du secteur touristique qui proposent à leur clientèle de compenser les émissions polluantes engendrées par les kilomètres parcourus.

Le commerce équitable prend lui aussi le train du carbone

Nous entendons le même récit au sein des organisations de commerce équitable. Raf Van den Bruel d'**Oxfam-Wereldwinkels** : « *Ce que peu de gens savent, c'est que le caféier est un arbuste qui pousse normalement à l'ombre de divers autres arbres. La biodiversité protège les grains de café de la pluie et du soleil tout en leur assurant un apport en eau adéquat. Dans les années 70, de nombreuses régions ont renoncé à ce type de culture pour se lancer dans le déboisement de grandes superficies à des fins de monocultures. Ce "café du soleil" mûrit plus rapidement et obtient de meilleurs rendements, mais a tendance à éroder et assécher les sols. Une évolution néfaste en somme, car le café constitue précisément pour les régions montagneuses l'une des seules possibilités de cultures écologiques et durables. Fort heureusement, la majorité de nos producteurs cultive encore du "café d'ombre". Nous entendons motiver nos partenaires et les appuyer afin qu'ils conservent et améliorent ce type de cultures. L'un des moyens pour ce faire consiste à leur montrer la voie des crédits carbone en tant que "prime climatique" en sus de la prime équitable.* »

Oxfam-Wereldwinkels a entre autres investi dans un projet pilote au Pérou, à l'instar de l'organisation britannique de commerce équitable **Cafédirect**. En raison du changement climatique, il tombe quatre fois plus de précipitations qu'auparavant dans les villages en altitude de la cordillère des Andes, et la déforestation laisse le champ libre aux coulées de boue. Le reboisement était donc devenu vital. La plantation de plus d'arbres d'ombrage entre les caféiers n'a cependant pas suffi pour répondre aux normes applicables aux crédits carbone. C'est la raison pour laquelle la coopérative Cepicafe (Central Piurana de Cafetaleros Co-operative) collabore avec le village de Choco situé en haute altitude. Le reboisement a tout d'abord porté sur quelque 244 ha. Le projet a alors reçu l'autorisation d'émettre des crédits carbone volontaires en proportion. 90 % des recettes reviennent aux habitants de Choco et 10 % à Cepicafe. Afin de compenser ses propres émissions, Cafédirect a pour sa part déjà acheté 5092 crédits. « *En agissant de la sorte, nous donnons à notre partenaire du Sud les revenus alternatifs dont il a tellement besoin. Dans le même temps, nous voulons donner à nos partenaires commerciaux dans le Nord la possibilité de compenser leurs émissions. Si cela réussit, le résultat sera véritablement inédit : une filière durable du producteur au consommateur avec un marché du carbone fermé* », nous confie Wolfgang Weinmann de Cafédirect. Bewley's, une entreprise irlandaise de vente de café a été la première à se lancer dans ce projet.

Photo : Max Havelaar Belgique

Crédits carbone équitables ?

Les mêmes intentions sont exprimées du côté de **Max Havelaar Belgique**. Karlien Wouters : « *Certains de nos détenteurs de licence témoignent de l'intérêt pour une commercialisation de produits "à faibles émissions". Ils s'efforcent de limiter les émissions de CO2 dans la chaîne d'approvisionnement, ce qui ne réussit jamais à 100 %. Les réductions qu'ils n'atteignent pas, ils pourraient les compenser au moyen de crédits carbone. Ce que nous nous efforçons de faire, c'est de nouer des liens entre les détenteurs de licence et les organisations de producteurs au sein de la même filière.* »

C'est dans ce contexte aussi que nous devons analyser la récente collaboration entre **Fairtrade International** et **The Gold Standard Foundation**. Fondée en 2003, cette organisation émane du WWF. Elle est devenue entretemps une instance de certification mondialement reconnue pour des projets carbone, tant sur le marché officiel que volontaire. Ces organisations ont annoncé leur collaboration lors du Sommet sur le climat de Doha en décembre 2012. Adrian Rimmer, CEO de The Gold Standard Foundation : « *Nous avons pour objectif de donner accès au marché du carbone à des milliers de groupes de producteurs certifiés Fairtrade. Cette collaboration entre deux normes, chacune d'elles étant la meilleure dans son domaine, tient compte des desiderata du marché, à savoir : des procédures simples et harmonisées permettant une gestion durable et un développement à faibles émissions de CO_2.* »
Et Andreas Kratz de Fairtrade International d'acquiescer : « *Cela fait très longtemps déjà que les producteurs nous demandent quelles solutions nous pouvons leur offrir pour pouvoir faire face aux impacts du changement climatique. Nous espérons pouvoir élaborer une solution à travers cette collaboration.* » Quant à savoir si les crédits carbone existants de la Gold Standard Foundation seront estampillés Fairtrade ou si un crédit carbone « équitable » distinct verra le jour, ce n'est pas encore très clair. Les premiers résultats concrets sont attendus pour la fin 2013.

Trade for Development Centre
Mai 2013

Séchage de la récolte de café de Cepicafe. © Oxfam-Wereldwinkels

Editeur responsable : Carl Michiels, CTB, rue Haute 147, 1000 Bruxelles

CTB TRADE FOR DEVELOPMENT

WWW.BEFAIR.BE

LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be

SOURCES

*« Climate Change and Fairtrade: Why is it Time to Make the Links?» de Fairtrade International (le réseau auquel appartient Max Havelaar Belgique).
Fairtrade International : www.fairclimatedeal.net
Clean Development Mechanism: cdm.unfccc.int
Dossier sur les CDM et les crédits carbonne :
http://www.11.be/component/one/artikel/
de-
tail/11dossier_cdm_schoon_genoeg_vlaams_federaal_cdm_beleid_onder_loep,110628
Carbon Market Watch: www.carbonmarketwatch.org
http://carbonmarketwatch.org/forests-and-agriculture-in-carbon-market-landscapes-cop18-analysis
Antoine de Ravignan, Marché du carbone : une dramatique descente aux enfers, Alternatives économiques, numéro 322, mars 2013.
Via Campesina: www.viacampesina.org
Grain: www.grain.org
http://www.grain.org/article/entries/735-earth-matters-tackling-the-climate-crisis-from-the-ground-up
Rainforest Alliance: www.rainforest-alliance.org/work/climate
http://www.rainforest-alliance.org/climate/documents/

Les opinions exprimées dans cette publication ne représentent pas forcément les positions de la CTB ou de la Coopération belge au Développement.